



CHRISTOPHE DE CAEVEL  
JOURNALISTE

## Des mesures “ciblées”...

**L**e monde d'après, sur lequel nous dissertions tant au printemps dernier, lors du premier confinement, se construira-t-il sur un désert économique? Les organisations patronales ont en tout cas pointé le risque de faillites en cascade, avec la nouvelle mise entre parenthèses de pans entiers de l'activité économique. Selon l'Union wallonne des entreprises, une entreprise sur deux serait contrainte au dépôt de bilan si les pouvoirs publics ne devaient pas reconduire des mesures de soutien comparables à celles du printemps dernier. La FEB demande carrément l'adoption d'un “plan Marshall” pour renforcer l'assise financière des sociétés.

**On voit mal les gouvernements** rester sourds à l'argumentaire. Il semble somme toute assez normal qu'ils assument les conséquences économiques et sociales de leurs décisions, même si celles-ci ont été prises dans un louable souci de santé publique et donc d'intérêt général.

Le vice-Premier ministre Pierre-Yves Dermagne a toutefois prévenu: “Nous ne pourrions pas compenser à 100 % tous les effets de cette crise sanitaire. Dire l'inverse, ce serait mentir”, a-t-il déclaré à la RTBF. Il ne s'agit pas d'abandonner chacun

besoin. D'où les fréquents procès en “saupoudrage”, procès dans lesquels les procureurs évitent d'ailleurs soigneusement de préciser quels secteurs ou quels types d'entreprises ne devraient plus bénéficier de ces “saupoudrages”. Cibler efficacement des dispositifs nécessite à la fois une fine connaissance du tissu économique – interdiction de se tromper de cible – et une solide capacité de résistance aux lobbys.

**Il faut aussi avoir le courage** d'abandonner une partie des victimes au bord de la route. Il y a quelques mois, Trends Business Information avait épluché les comptes des entreprises belges et montré que 27,5% d'entre elles affichaient des réserves négatives à la fin 2019. Elles étaient déjà très fragiles avant la crise. Faut-il vraiment leur lancer, à toutes, la même bouée de sauvetage aux frais du contribuable ou miser sur un assainissement du marché avec la disparition des canards les plus boiteux? Faut-il aider toutes les entreprises y compris, interroge Trends Business Information, celles qui ont procédé à des distributions de dividendes “excessives” lors des derniers exercices au lieu de renforcer leurs réserves? Voilà peut-être une première piste de ciblage...

**Quand elles réclament des aides publiques** pour aider à traverser la crise, les organisations patronales sont sans doute prêtes à accepter diverses balises pour l'octroi ou non de ces aides. Elles ne doivent cependant pas oublier que demander une aide aujourd'hui, c'est aussi consentir anticipativement aux mesures fiscales qui permettront, demain, de les financer. La nouvelle taxe sur les comptes-titres, à laquelle les entreprises seront cette fois soumises, n'y suffira pas. Peut-être faudra-t-il envisager une contribution temporaire de solidarité, payée par celles et ceux dont les revenus n'ont pas été impactés (ou l'ont été positivement dans certains cas) par la crise, comme l'ont suggéré des économistes tels Eric Dor ou Paul De Grauwe. A supposer, bien entendu, que les sept partis de la large coalition gouvernementale parviennent à s'entendre sur de tels sujets, politiquement encore plus sensibles que le ciblage des aides aux entreprises... **t**



**Une entreprise sur deux serait contrainte au dépôt de bilan si les pouvoirs publics ne devaient pas reconduire les mesures de soutien.**

à son triste sort mais de cibler les mesures pour limiter les effets d'aubaine. “Nous avons toute une série de curseurs à placer pour que les aides soient les plus précises et les plus efficaces possible”, a-t-il précisé.

**Le problème, c'est que le ciblage** n'a jamais été la qualité première du monde politique. Il est nettement plus à l'aise avec des dispositions générales, quitte à ce qu'elles profitent à des personnes ou des entreprises qui n'en ont pas vraiment